

La transition escrologique : une imposture macronienne

Comme nous l'avons déjà expliqué [depuis 2015](#), les théories fumeuses du « réchauffement climatiques » sont le prétexte à une augmentation de l'emprise des états, notamment au travers d'une pression fiscale croissante et étouffante. On a dépassé un seuil en France avec plus de 48% de prélèvements obligatoires, et le premier ministre voulait maintenir le cap de l'augmentation des taxes sur le carburant. Lui et le président Macron prétendaient par là alimenter une « transition écologique », et veulent continuer à faire de la « pédagogie » pour expliquer aux ignares que nous serions comment éviter la fin du monde promise par les prophètes de malheur réchauffistes du GIEC, de l'ONU, et de leurs clientèles.

Évidemment, l'augmentation de la confiscation devait se heurter à la réalité de la vie, d'où la jacquerie des « gilets jaunes », justement en même temps que la COP24. Cependant, les arguments de l'état français sont peu contestés sur le fond, c'est pourquoi il paraît utile de rappeler en quoi la « transition écologique » est une transition escrologique.

D'où provient la « transition écologique » ?

C'est le terme retenu par l'état français pour nommer un ministère (Hulot, puis De Rugy). Ce terme reprend un concept lancé par l'activiste Rob Hopkins en 2008 qu'il a répandue par son manuel de transition (cf. [The Transition Handbook: From Oil Dependency to Local Resilience](#) et en Français : [Manuel de transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale](#)). Rob Hopkins dit croire au réchauffement climatique sans l'avoir vraiment étudié, et il met cela en relation avec le « [pic du pétrole](#) » qui prévoit l'épuisement à plus ou moins longue échéance du pétrole (c'est toujours dans 40 ans ; en 1973 c'était déjà dans 40 ans...)

L'idée de Rob Hopkins est de mettre en œuvre des changements de style de vie, à partir de la base mais avec des pressions politiques, en construisant un mode de vie alternatif qui pollue moins le cadre de vie et qui diminue l'utilisation de pétrole, en améliorant aussi la capacité des populations à survivre aux changements (ce qu'il appelle la résilience).

Rob Hopkins est visiblement bouddhiste et a été profondément influencé par les eugénistes de la génération précédente comme Dennis Meadows et Lester Brown. Dennis Meadows est l'auteur de « Halte à la croissance » en 1973 (le rapport du Club de Rome) dans lequel il prêchait pour la dépopulation, en rejetant l'éthique chrétienne de respect de la vie humaine. Ce rapport a eu une grande influence dans la légalisation de l'avortement de par le monde, même si sa logique et ses prédictions se sont avérées fausses : il n'y a pas eu de famine due à une quelconque « surpopulation ». Ce n'était que de la propagande eugéniste déguisée. Lester Brown, du *Worldwatch Institute*, est aussi un néo-malthusien, dont les prophéties de famine se sont aussi trouvées fausses.

Ces faux prophètes ont influencé les intellos urbains (ou « bobos », mais faussement dénommés « élites ») qui contrôlent les états des pays occidentaux, depuis l'époque de l'infâme V. Giscard d'Estaing.

Pour résumer, Rob Hopkins est un genre de gauchiste eugéniste et bouddhiste, mais il a le mérite de se confronter à la réalité en travaillant sur la permaculture.

L'état français hors de son rôle

La loi de Dieu limite le rôle du gouvernement civil à celui d'exercer la justice ([Rom. 14:4-6](#)), et elle met en garde contre le fait qu'on lui attribue de plus larges responsabilités ([1 Sam. 8:11-18](#)) : on tombe alors dans la religion d'un état Moloch. La France a une religion civile de ce type, où l'état prétend tout diriger, héritage de rois qui se voulaient souverains absolus.

L'état français a donc copié le terme « transition écologique » en aggravant son penchant bureaucratique : dans une pure tradition socialiste, et même soviétique, il se prend pour l'élite qui sait et veut exercer une action dirigiste pour transformer une société contre son gré, par le biais de réglementations nouvelles, de taxes additionnelles sur les carburants et de contraintes sur les industriels, de l'automobile notamment. Sa motivation officielle est totalement idiote : réduire les émissions de CO2 pour éviter un réchauffement climatique. Nous avons déjà abordé les [fondements de ce mythe onusien](#), qui prend des apparences de science.

Sa méthode est brutale et inepte : augmenter le prix des carburants par des taxes supplémentaires dites « carbone », alors qu'il est déjà constitué de plus de 60 % de taxes, croyant inciter la population à changer de voiture, en passant du diesel à l'électrique.

Or il n'y a pas de voiture électrique sur le marché qui ait la même durabilité et la même autonomie qu'une voiture diesel ou essence ordinaire. Il y a bien des voitures de luxe Tesla ou Porsche qui pourrait soutenir la comparaison, mais [leur prix est inaccessible](#) et les réserve à une clientèle très riche.

Pour éviter de lourdes sanctions financières imposées par l'état, chaque constructeur automobile [est tenu de proposer des voitures électriques](#), mais elles ont une autonomie ridicule (150 km), avec des batteries en

location ; elles ne trouvent que très peu d'acheteurs. C'est pour les constructeurs un gaspillage, une dépense qui ne sera jamais amortie, parce que construire des batteries ayant une capacité importante et une grande durabilité est très difficile ; on s'y essaie depuis la fin du XIXème siècle, sans grand succès. De plus, il s'avère qu'une faible part seulement de ces taxes « carbone » serve effectivement à financer des infrastructures dites propres, comme des éoliennes ou des panneaux solaires, le reste servant aux habituelles dépenses (abusives) de l'état. Notons par ailleurs que ces infrastructures éoliennes et solaires sont aussi des investissements calamiteux qui ne produisent que très peu d'électricité en regard du capital dépensé.

Par ailleurs la batterie d'un véhicule électrique n'est pas en soi une source d'énergie : il faut la charger depuis le réseau électrique, lequel en France utilise principalement l'énergie d'origine nucléaire, puis de carburants classiques. C'est donc une erreur de considérer le véhicule électrique comme un véhicule « propre » ; le ministre de la transition persévère dans cette erreur, et « perseverare diabolicum est ».

Les états sont toujours incompétents en matière de technique, comme l'ont montré leurs tentatives passées (le plan calcul, les grands plans industriels, la grande marche de Mao, etc.) et la nature d'une telle transition relève de la liberté du marché.

Un état disqualifié

L'état est par ailleurs le plus grand fauteur de pollutions et d'empoisonnements de la population.

Les agences du médicament et de la réglementation de la nourriture et de la santé changent de nom à chaque grand scandale. Elles ne voient qu'avec des yeux politiques et favorisent leurs amis, ceux parmi les industriels qui ont de l'influence dans les agences ou les ministères en question. Leurs produits ou services sont homologués par le système officiel. Leurs concurrents sont écartés. Les conséquences négatives de ces produits ou services sont tus, niés et surtout pas étudiés, et les fabricants sont exonérés de leur responsabilité en cas de procès, car l'état les couvre.

Les produits et services concernés recouvrent les vaccins, les médicaments, certains aliments, certains produits chimiques, des services et produits d'extermination pré-nataux (avortements et contraceptions abortives).

Comme les représentants des industries en question sont les experts consultés par les agences de contrôle, on retrouve donc une énorme corruption, et de très mauvais services ou produits qui sont imposés à la population du pays. Quelques exemples typiques de ces corruptions :

- La FDA américaine a publié en 2004 une grande étude réfutant la mise en cause du vaccin ROR dans la genèse de l'autisme par le Dr Wakefield. Un lanceur d'alerte interne à la FDA révéla en 2014 que les données de cette grande étude ont été bidonnées, parce qu'elles montrent bien un lien entre le vaccin ROR et l'autisme. Les autorités sanitaires françaises continuent d'ignorer volontairement cette affaire.
- La vaccination obligatoire avec 11 vaccins (dont le ROR) sur des enfants de moins de 2 ans depuis 2018 en France est une [stupidité médicale](#) qui provoque des problèmes neurologiques (notamment de l'autisme) chez 1 à 3 % des enfants ; ces vaccins contiennent en outre de l'aluminium (neurotoxique) et des virus vivants. L'état insulte ceux qui révèlent ces problèmes et se garde bien de financer des recherches appropriées. De plus, ces vaccins étant obligatoires, les fabricants sont protégés en justice lorsque des parents les poursuivent après la mort ou le basculement dans la maladie de leur enfant causées par les vaccins.
- L'état français a légalisé le génocide des enfants avant la naissance, depuis 1967 par des « contraceptions » abortives, et depuis 1975 par des avortements chirurgicaux. Ce sont bien plus de 10 millions d'enfants qui ont été ainsi exterminés par avortement en France depuis cette date. Ils ne peuvent donc pas travailler et leur extermination est la cause principale de l'absence de croissance économique que les politiques prétendent rechercher. Par ailleurs pourquoi ceux qui se prétendent « écologistes » font-ils campagne contre les perturbateurs endocriniens alors qu'ils [encouragent la contraception chimique](#) qui est le perturbateur endocrinien le plus répandu et le plus nocif ?
- Certains pesticides sont des poisons violents, comme le Round'UP ; une [étude récente](#) (2018) a montré qu'il contient de l'arsenic et des résidus de pétrole beaucoup plus toxique que le fameux glyphosate. Il n'est toujours pas interdit !
- Les produits laitiers sont [mis en cause](#) dans de nombreuses maladies auto-immunes ; les agences de santé d'état nient et continuent de recommander les produits laitiers sans réserve.
- Avec le soutien des politiques, l'usine Altéo de Gardane a rejeté pendant des années du mercure et de l'arsenic dans une fosse puis dans la mer ; le mercure est un poison violent qui se concentre ensuite dans les poissons. Qui mange ces poissons ? Le mercure a été utilisé dans les vaccins (il

l'est encore dans certains) et il a fallu plus de 20 ans pour qu'on commence à le retirer.

- L'affaire du Mediator de Servier a montré que l'agence d'état du médicament a fait montre d'un manque de curiosité plutôt étonnant pendant 10 années. Elle a ensuite changé de nom.
- Le tabac est toujours une recette fiscale exceptionnelle pour l'état français. Il nuit à la santé de tous et abrège la vie humaine : une aubaine pour un état qui veut euthanasier les vieux.
- La médecine officielle française est bureaucratique et sanctionne les médecins qui utilisent des protocoles non standardisés par l'état. C'est un obstacle majeur aux progrès médicaux. Cela ruine la santé de ceux pour lesquels la bureaucratie n'a rien standardisé ou a standardisé des protocoles obsolètes (cf. dans la maladie de Lyme) ou dangereux (notamment lorsqu'il impose des protocoles expérimentaux dans les soins du cancer, comme le dénonce le [Dr Delépine](#)).
- Depuis 1952, l'industrie pharmaceutique accuse à tort le cholestérol de provoquer la maladie cardiaque (athérome). [C'est en fait une arnaque](#) et les médicaments qu'elle vend et qui font sa fortune ne sont pas efficace contre la maladie cardiaque, mais provoquent des effets secondaires très graves. Tout cela avec la bénédiction des agences d'état.
- Etc. ad nauseam...

Il ne s'agit pas de dysfonctionnements exceptionnels, c'est la règle qui s'applique à pratiquement tous les états occidentaux. C'est évident quand on connaît la nature humaine, qui est naturellement corrompue, comme l'enseigne la Bible. Il est donc illusoire d'imaginer que ces agences vont remédier à ces scandales par de nouvelles réglementations ou procédures.

Comment peut-on imaginer que des états qui revendiquent l'héritage spirituel de Danton, Robespierre, Bonaparte, Bismarck, Clémenceau, Hitler, Lénine, Trotsky, Staline, Roosevelt, Giscard, Veil, Mao, etc. aient la moindre velléité de chercher le bien des populations ? Pour eux, « l'état est Dieu marchant dans le monde », comme le disait Hegel. Ils pratiquent l'hypocrisie, la propagande, pour convaincre de leur intérêt et de leur compassion envers les populations, mais les faits démontrent en réalité leur mépris constant.

Cela disqualifie totalement l'état en matière de science, de médecine, de santé et de technique.

Il n'est donc pas crédible lorsqu'il parle de CO2, de particules fines, d'alimentation, d'énergie, de santé.

Dégraissier le mammoth

L'action des gilets jaunes, même si la méthode (révolutionnaire) est contestable, aura eu le mérite de provoquer un coup d'arrêt (temporaire?) à la ruineuse et inutile politique anti-CO2 et aura ridiculisé l'« accord de Paris ».

Elle montre aux politiciens hors-sol d'autres pays occidentaux qu'il est politiquement dangereux de surtaxer les populations pour faire plaisir à la mafia onusienne pseudo-écologique. Même Trump, que les bobos considèrent comme un imbécile, l'avait compris depuis longtemps.

Pour aller plus loin et pour revenir à une civilisation chrétienne normale, il est nécessaire que l'état se recentre sur sa seule mission légitime, la justice ; il ne le fera que par manque d'argent. A nous de voter pour son amaigrissement, pour une séparation de l'état et des domaines de la santé, de l'éducation, de l'économie, etc.

L'[état-providence](#) est en réalité une malédiction pour les populations, et il faut en sortir, de préférence avant qu'il ne s'écroule de lui-même, étouffé par les dettes.

Cela sera facilité par la prise en charge par les familles (chrétiennes) de leurs responsabilités normales dans les domaines de l'éducation, de la charité, de la santé, etc.

C'est ainsi que le Christianisme a vaincu l'empire romain.

Thierry LEFEVRE, La Trêve de Dieu